

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 17 octobre 2023

Pour partager réellement la valeur, augmentons les salaires

Les sénatrices et sénateurs du groupe Socialiste, Écologiste et Républicain (SER) se sont abstenus sur le projet de loi visant à transposer l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise. Si le texte comporte de maigres avancées, il reste bien en-deçà des attentes et des besoins des salariés. Surtout, il fait fi de la question essentielle du niveau des salaires.

Le groupe SER prend acte des dispositions de ce projet de loi, qui entérine l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise. Ce texte concerne les dispositifs visant à permettre l'association des salariés à la performance et au capital de leur entreprise : l'intéressement, la participation, l'actionnariat salarié et les primes de partage de la valeur. Les sénatrices et sénateurs du groupe SER sont respectueux du dialogue social et de voir les salariés bénéficier du fruit de leur travail dans l'entreprise.

Pourtant, le partage de la valeur ne saurait remplacer une véritable politique salariale. S'il peut constituer un avantage pour les salariés, principalement dans les grands groupes, il est anecdotique dans la plupart des entreprises. La seule manière d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés, c'est d'augmenter leurs salaires. C'est même un impératif, face à la hausse vertigineuse du coût de la vie, avec une inflation qui persiste en septembre pour atteindre 4,9 % et une hausse des prix de l'alimentation de près de 10 % sur une année. Les conséquences de cette hausse des prix et de la stagnation des salaires sont multiples et violentes. 32 % des Français ne sont pas toujours en capacité de se procurer une alimentation saine en quantité suffisante pour manger trois repas par jour, et 15 % déclarent même ne plus pouvoir assurer régulièrement petit-déjeuner, déjeuner et dîner, faute de moyens. Les réponses de l'exécutif sont insuffisantes.

Le groupe SER dénonce l'attitude du Gouvernement qui, après s'en être pris aux droits des chômeurs et aux retraités, refuse aujourd'hui de s'attaquer à la question cruciale des salaires.

Cheffe de file :



Monique Lubin
Sénatrice des Landes